

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 26 juin 2023
(Convocation du 20 juin 2023)

Aujourd'hui, le 26 juin 2023 à 08h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

| | |
|--|---|
| Conseillers en exercice | |
| • Nombre | 8 |
| • Voix | 8 |
| Présents | |
| • Nombre | 6 |
| • Voix | 6 |
| Pouvoirs | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |
| Majorité simple selon article 15.2 des statuts | |

| | | |
|---------------------------|---|--|
| Suffrages exprimés | | |
| Pour | | |
| • Nombre | 6 | |
| • Voix | 6 | |
| Contre | | |
| • Nombre | 0 | |
| • Voix | 0 | |
| Abstention | | |
| • Nombre | 0 | |
| • Voix | 0 | |

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Ressource en eau - Convention d'autorisation d'utilisation du réservoir de l'Arrêt-Darré par la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique des Hautes-Pyrénées

Exposé des motifs :

Le réservoir de soutien d'été de l'Arrêt-Darré a été mis en service en 1996 et confié en gestion à la CACG sous forme de concession jusqu'en mars 2023. Cet ouvrage d'une capacité de 10 millions de mètres cubes couvre une superficie maximale en eau de 110 hectares et minimale de 15 hectares. Il a vocation à réalimenter les cours d'eau de l'Arros (65/32) et l'Adour (32/40) et assure une fonction multi-usages contribuant au bon état des milieux, à la dilution des rejets d'une vingtaine de stations d'épuration (33 762 équivalents habitants) et à la compensation des prélèvements à l'aval (essentiellement 8 200ha et 260 exploitations agricoles). Dans l'objectif de fonder cet ouvrage dans le futur contrat de délégation de service public à renouveler au 1^{er} janvier 2024, un avenant de prolongation de la concession Arrêt-Darré a été signé avec la CACG pour porter l'actuel contrat au 31 décembre 2023.

Comme tous les ouvrages de soutien d'été du bassin de l'Adour, au-delà même de la fonction d'utilité publique affectée à cet outil technique et dans la limite des conditions de sécurité et d'équilibre économiques propres à chaque équipement, le réservoir de l'Arrêt-Darré, de par sa vocation multi-usages, est de nature à permettre et accueillir des activités annexes compatibles avec sa fonction première. Ainsi depuis sa création, certaines utilisations ont été autorisées à titre précaire à la demande d'acteurs locaux divers, publics ou privés et un certain nombre de manifestations ponctuelles se tiennent sur ou en proximité du réservoir.

La fédération départementale des associations agréées de pêche et la protection du milieu aquatique des Hautes-Pyrénées bénéficiait déjà d'une cession des droits de pêche accordée par la CACG sur l'ouvrage de l'Arrêt-Darré. Cette convention est échue à la date de fin de la concession soit depuis mars 2023 et la Fédération départementale souhaite poursuivre les actions de gestion et de préservation actuellement mises en œuvre.

Vu la délibération n°64/2021 du comité syndical en date du 22 septembre 2021 concernant l'élection de Monsieur Paul Carrère en tant que Président de l'Institution Adour,

Vu la délibération n°122/2021 du comité syndical en date du 29 septembre 2021 concernant les délégations au Bureau et notamment l'approbation des conventions avec toute personne morale ou physique,

Considérant les liens entre l'établissement public territorial de bassin et les fédérations départementales des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique et la nécessité d'assurer la gestion et la police des droits de pêche sur le réservoir,

Considérant la nécessité de s'assurer, dans le cadre du multi-usages, de la compatibilité des activités avec les objectifs d'utilité publique du réservoir de soutien d'été de l'Arrêt-Darré, les impératifs de sécurité et le nécessaire équilibre économique

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE



Article 1

- d'autoriser la convention d'usage sur le réservoir de soutien d'étiage de l'Arrêt-Darré ainsi que la cession des droits de pêche afférents au profit de la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique des Hautes-Pyrénées,
- d'autoriser le président à signer la convention tripartite avec la fédération départementale des Hautes-Pyrénées et la CAGC concessionnaire telle qu'annexée à la présente,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 26 juin 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

Envoyé en préfecture le 28/06/2023

Reçu en préfecture le 28/06/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230626-230626H1869H1-DE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



CONVENTION

Autorisation d'utilisation du réservoir de soutien d'étéage de l'Arrêt-Darré par la Fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique du département des Hautes-Pyrénées

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°2023_B_xx en date du 26 juin 2023, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne, domiciliée Chemin de Lalette - CS 50449 - 65004 TARBES Cedex, représentée par son directeur général, Willy Luis, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la CACG

Et :

La Fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique des Hautes-Pyrénées, domiciliée au 20 boulevard du 8 mai 1945 - BP 30643 - 65006 TARBES Cedex, représentée par son président, Jean-Luc Cazaux, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la fédération

Préambule

Les ouvrages gérés par la CACG dans le cadre de concessions ont comme principale-vocation la réalimentation des cours d'eau pour divers usages tant de prélèvements que touristiques et environnementaux (soutien du milieu aquatique à l'aval des axes réalimentés)

Vu la délibération n°2023_B_xx en date du 26 juin 2023 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°XX en date du jj mmmm aaaa de la CACG approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°XX en date du jj mmmm aaaa de la Fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique des Hautes-Pyrénées approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Considérant XXX,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI**Article 1. Objet de la convention**

L'EPTB maitre d'ouvrage concède à la fédération départementale des Hautes-Pyrénées un droit de pêche sur le réservoir de soutien d'étéage à vocation multi-usages de l'Arrêt-Darré dont la CACG est gestionnaire selon un contrat concessif échu le 16 mars 2023 et prorogé jusqu'au 31 décembre 2023.

La présente convention précise les conditions dans lesquelles s'exercera cette concession du droit de pêche, conditions acceptées par les parties qui s'engagent à les faire respecter sans réserve.





Article 2. Définition de la surface utile

Le réservoir est soumis à des marnages périodiques et réguliers. Il stocke les excédents d'eau hivernaux et printaniers pour les restituer progressivement et en tant que de besoin en été et automne.

Ces contributions à la régulation des débits naturels connaissent de sensibles variations interannuelles. L'analyse des cycles de vidange-remplissage montre que le réservoir a statistiquement une valeur moyenne pondérée de remplissage, en termes de surface noyée, de 80% de leur surface au plan d'eau normal. Cette surface corrigée est considérée, dans les présentes, comme « la superficie utile » pour la productivité halieutique et la pratique de la pêche.

Article 3. Conditions d'utilisation du droit de pêche

3.1. Pêche à la ligne depuis les berges

La pratique de la pêche à la ligne, depuis les berges de l'ouvrage est autorisée, dans le cadre de la réglementation applicable. La fédération assure l'organisation de la surveillance courante des pratiques de pêche et du respect de la réglementation.

La fédération fera son affaire, de l'alevinage des plans d'eau dans le but d'entretenir le bon équilibre, notamment sanitaire, de la population piscicole.

3.2. L'utilisation d'embarcation

La pêche en embarcation est interdite.

La fédération est toutefois autorisée à utiliser, à titre exceptionnel, une embarcation à moteur pour les opérations techniques et de gardiennage de la fédération.

3.3. Signalétique

La fédération s'occupe de toute la signalisation nécessitée par la pratique de la pêche. Le maître d'ouvrage et son concessionnaire, la CACG prennent en charge la signalétique générale.

La fédération a en charge la signalisation in situ indiquant les limites des parcours retenus.

Les panneaux de signalisation installés en proximité des ouvrages en gestion CACG devront avoir reçu une validation de la part du concessionnaire.

Article 4. Jouissances des abords

La fédération s'attachera au maintien de bonnes relations entre les pêcheurs et les propriétaires voisins des ouvrages sous l'autorité des maires concernés.

La fédération s'engage à jouir, d'une façon paisible, sans trouble et des droits qui lui sont accordés et à assurer en ce qui la concerne l'ordre et la propreté du réservoir, des abords, des équipements et des voies d'accès.

La fédération s'engage à tenir informés ses adhérents de la réglementation du stationnement des véhicules à proximité des ouvrages. Elle veillera notamment à ce que soit respectée l'interdiction de la circulation et du stationnement des véhicules sur les digues et dans les zones dénoyées appartenant à l'EPTB.

La fédération s'engage à faire respecter les consignes de sécurité en vigueur par ses adhérents.



Le stationnement est autorisé sur les parkings aménagés et clairement identifiés par le gestionnaire pour ses propres besoins, sans qu'il entrave le libre accès aux ouvrages d'exploitation. Des accords pourront être recherchés par la fédération, avec les communes riveraines, pour l'usage d'éventuels stationnements aménagés par ces dernières sur leur territoire.

Si la fédération décide de réaliser certaines infrastructures à l'usage de ses adhérents (abris, poubelle, équipement léger de passage,...), le maître d'ouvrage et le gestionnaire seront consultés pour donner toutes précisions et validation du projet quant à l'étendue de son droit de propriété sur les abords immédiats du réservoir.

Ces aménagements devront être réalisés dans le respect des droits des tiers et sous réserve des possibles procédures administratives nécessaires.

Article 5. Autres axes d'échanges entre la fédération et le maître d'ouvrage et le gestionnaire

5.1. Animation

La fédération peut dans le cadre de cette convention organiser des activités d'animation autour du réservoir.

Elle en informera au préalable le maître d'ouvrage et le gestionnaire.

Des animations conjointes peuvent également être planifiées.

Des comités d'usagers sont souhaitables autour de ces plans d'eau. Ces comités de concertation regrouperont l'ensemble des usagers des plans d'eau afin d'établir des règlements d'usages.

L'animation sera portée par le maître d'ouvrage et le gestionnaire.

5.2. Partenariat

La fédération peut dans le cadre de cette convention être sollicitée par le maître d'ouvrage et le gestionnaire pour des suivis, études, conseils concernant la gestion halieutique des plans d'eau.

Certaines de ces actions peuvent déboucher sur une opération d'aménagement.

5.3. Pêches de sauvegarde

La fédération pourra être sollicitée en priorité le maître d'ouvrage et le gestionnaire dans le cadre d'opération de pêche de sauvegarde lors d'opération de type vidange ou le long d'axes réalimentées (rivières, canaux,...).

Article 6. Exploitation du réservoir par le maître d'ouvrage et le gestionnaire

Le réservoir concerné par la présente a une vocation prioritaire hydraulique. Il est utilisé pour réalimenter les rivières tributaires afin d'y satisfaire des besoins en eau de toute nature et en particulier pour répondre aux divers prélèvements (dont certains peuvent être effectués localement).

Le maître d'ouvrage et le gestionnaire ont la responsabilité de l'exploitation de cet ouvrage qu'elle assume sans contraintes autres que réglementaires et de sécurité.

Les lâchers ou prélèvements sont plus importants en été, entraînant une baisse régulière de niveau.

Le réservoir de soutien d'étiage peut donc être très bas en fin d'été lors des saisons particulièrement sèches. Son remplissage s'effectue sans limitation des débits entrants et le niveau d'eau peut varier très rapidement en automne et en hiver, au rythme des crues naturelles.





La fédération n'élèvera aucune réclamation du fait de l'exploitation hydraulique du réservoir, et des variations du niveau d'eau et du volume stocké.

Le maître d'ouvrage et le gestionnaire sont tenus d'assurer l'entretien technique des installations hydrauliques et des barrages. A ce titre, ils se réservent le droit de procéder aux vidanges réglementaires permettant d'assécher les ouvrages. Pour éviter l'asphyxie du poisson, le maître d'ouvrage et le gestionnaire mettront en place, en concertation avec la fédération, les dispositifs permettant de maintenir le plan d'eau minimum nécessaire à la survie du poisson selon la cote et le volume du culot piscicole propre à l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage et le gestionnaire se réservent le droit de circuler en bateau à moteur thermique pour les besoins d'exploitation et de surveillance des ouvrages et des berges, ainsi que de contrôle de la qualité des eaux. Ils s'interdisent, sauf conditions particulières stipulées à l'article 4 d'autoriser l'usage d'embarcations pour des activités nautiques d'ordre sportif ou récréatif, sans information préalable de la fédération permettant à la CACG de statuer sur l'autorisation d'usage et le cas échéant sur les zones réservées (éventuellement les périodes) aux différentes activités.

Article 7. Redevance

Le maître d'ouvrage et le gestionnaire concèdent les droits de pêche sur le réservoir de soutien d'étiage de l'Arrêt-Darré à titre gratuit.

Article 8. Responsabilité

La responsabilité du maître d'ouvrage et du gestionnaire ne sera en aucun cas engagée en cas d'accident ou de préjudice dont les adhérents de la fédération de pêche pourraient être victimes du fait de l'exercice du droit de pêche concédé à la fédération.

Dans le cas où la responsabilité du maître d'ouvrage et du gestionnaire serait néanmoins mise en cause ou en cas de manquement à un engagement essentiel de leurs parts, la fédération s'engage à y substituer la sienne propre sans exception ni réserve uniquement pour ses adhérents, et, à cet effet, s'engage à souscrire toute police d'assurance adéquate auprès de la compagnie de son choix (communication en sera faite au maître d'ouvrage et au gestionnaire).

Les membres de la fédération devront être vigilants à l'égard de la fréquentation des berges ou du réservoir par d'autres usagers et sur le respect des zonages et horaires faisant la part de chacun. Ils engagent leur responsabilité en cas de non-respect des consignes communiquées par la CACG.

Article 9. Durée

La présente convention est passée pour la durée maximum concessions échue au 16 mars 2023 et prorogée au 31 décembre 2023.

Elle ne pourra pas être renouvelée par tacite reconduction mais pourra faire l'objet d'une nouvelle convention avec l'EPTB, maître d'ouvrage.

Article 10. Résiliation

En cas d'inobservation par l'une des parties des dispositions de la présente convention. Celle-ci pourra être résiliée à l'initiative de l'autre partie un mois après mise en demeure restée sans effet, adressée par courrier recommandé à la partie défaillante.

Article 11. Extension de la convention

SANS OBJET





Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau : Tribunal Administratif de Pau, Villa Noulibos - 50 cours Lyautey, BP 543, 64010 PAU Cedex - Tél. : 05.59.84.94.40 - Fax : 05.59.02.49.93 - Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Fait en 3 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Willy Luis
Directeur général de la CACG

Jean-Luc CAZAUX
Président de la Fédération des associations
agrées pour la pêche et la protection du
milieu aquatique des Hautes-Pyrénées

